



MINISTÉRIO DOS NEGÓCIOS ESTRANGEIROS

DIRECÇÃO-GERAL
DOS
ASSUNTOS COMUNITÁRIOS

SESSION PLENIÈRE DE LA CONVENTION EUROPEËNNE

Bruxelles, 3 et 4 avril

THÈME: FINANCES DE L'UNION - ARTICLES 38° A 40°

Intervention du Représentant Suppléant du Gouvernement
Manuel Lobo Antunes

Monsieur le Président,

Les propositions d'amendements que nous avons présenté sur les articles 38° à 40° correspondent à quelques observations préliminaires. Il nous semble difficile de prendre des positions plus détaillées sur ces articles sans connaître les résultats du Cercle de Discussion sur les questions budgétaires.

Ainsi:

1. Quant aux 'Ressources de l'Union' (article 38°), il nous semble indispensable que le principe selon lequel l'Union doit se doter des moyens suffisants soit consacré dans le Traité Constitutionnel. C'est pourquoi nous proposons une référence explicite à ce principe dans l'article 38°, ou, en alternative, son inclusion dans le Titre I;



MINISTÉRIO DOS NEGÓCIOS ESTRANGEIROS

DIRECÇÃO-GERAL
DOS
ASSUNTOS COMUNITÁRIOS

2. Nous avons proposé d'inclure un article en plus sur le principe de la programmation financière pluriannuelle. Ce principe doit être consacré dans la première Partie, en tant qu'élément fondamental des finances de l'Union et, en particulier, en tant qu'instrument de concrétisation de la discipline budgétaire;

Par conséquent, il nous faut inscrire le procédé d'adoption de la loi sur la programmation financière pluriannuelle: décision du Conseil, réuni au niveau des Chefs d'Etats ou de Gouvernements, après avoir consulté le Parlement Européen. Toutefois, cette proposition doit être comprise et considérée dans un cadre d'équilibre global, notamment en ce qui concerne renforcer le rôle du Parlement Européen dans le processus budgétaire;

3. Quant à la procédure budgétaire de l'Union (article 40°), au-delà du fait que le budget doit se trouver en toute conformité avec les perspectives financières pluriannuelles, nous jugeons fondamental qu'une référence explicite soit faite au devoir de l'Union de respecter ses compromis face à ses tiers;

Finalement, nous estimons que la concertation interinstitutionnelle doit être mentionnée, dû au rôle qu'elle joue dans le domaine budgétaire.